

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE-COMTE

Société Coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit.

Société de courtage en assurances.

Siège social : 11, Avenue Elisée Cusenier -25084 BESANCON Cedex 9

384 899 399 RCS BESANCON

Registre des intermédiaires en assurance n° 07024000

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 27 MARS 2024

Les sociétaires de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche-Comté sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire **le mercredi 27 mars 2024, à 14h00** à la Saline Royale - Grande rue - 25 610 Arc-et-Senans.

En application des dispositions de l'article 27 des statuts et sur décision du Conseil d'Administration du 27 octobre 2023, les sociétaires sont invités à voter par voie électronique sur la plateforme de vote sécurisée GEDIVOTE, préalablement à l'Assemblée Générale, **du mardi 12 mars 2024 à 15h00 au mardi 26 mars 2024 à 15h00.**

Aucun vote électronique ne pourra être pris en compte en dehors de cette période de vote. Le mode opératoire pour voter par voie électronique sera adressé aux sociétaires par mail.

Les sociétaires ont également la possibilité de voter par procuration. Pour être pris en considération, le formulaire de vote par procuration devra être retourné à l'adresse mail indiquée dans la convocation : juridique@ca-franchecomte.fr, au plus tard **mercredi 20 mars 2024 à 15h00.**

Il ne sera tenu compte que d'un vote par sociétaire. Si le sociétaire votait par voie électronique et par procuration, seul le vote électronique serait retenu.

Les sociétaires sont invités à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- Approbation des comptes annuels de l'exercice 2023 et quitus aux administrateurs,
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2023 et quitus aux administrateurs,
- Charges non déductibles de l'article 39-4 du Code général des Impôts,
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L225-38 et suivants du Code de commerce,
- Fixation de l'intérêt à servir aux parts sociales,
- Fixation du dividende à servir aux certificats coopératifs d'associés,
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023,
- Constatation de la variation du capital social,

- Approbation des comptes globalisés Caisse Régionale/Caisses Locales de l'exercice au 31 décembre 2023,
- Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2024,
- Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2023 aux Personnels Identifiés,
- Nomination des Sociétés Mazars et Ernst & Young, Commissaires aux Comptes certifiant les informations en matière de durabilité.
- Renouvellement partiel du Conseil d'Administration,
- Pouvoirs pour l'accomplissement de toutes les formalités légales.

Les documents relatifs à l'ordre du jour (documents comptables, rapports des Commissaires aux comptes, statuts) ainsi que les autres documents qui doivent être communiqués aux Sociétaires sont consultables au Siège Social de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche-Comté.

RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 27 MARS 2024

Première résolution (Approbation des comptes de l'exercice 2023 et quitus aux administrateurs) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve les rapports précités ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont présentés, faisant ressortir un résultat social de **69 802 530.60 €**.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis par le conseil au cours de l'exercice écoulé.

Elle donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs de l'accomplissement de leur mandat au titre dudit exercice 2023.

Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2023 et quitus aux administrateurs) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les rapports précités ainsi que les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs de l'accomplissement de leur mandat au titre dudit exercice 2023.

Troisième résolution (Charges non déductibles de l'article 39-4 du code général des impôts) - En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale

approuve le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts non déductibles des résultats imposables, qui s'élèvent à la somme de **130 422.98 €** pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, ainsi que celui de l'impôt supporté par la Société du fait de la non déductibilité, soit **33 688.26 €**.

Quatrième résolution (Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, approuve ce rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Cinquième résolution (Fixation de l'intérêt à servir aux parts sociales) - Sur décision du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales, décide de verser un intérêt de **3,80 %** aux parts sociales du Crédit Agricole Mutuel Franche-Comté pour l'exercice 2023.

L'application de ce taux conduit à une rémunération de **0,57 € par part sociale** (montant arrondi à la deuxième décimale inférieure), soit un montant total de revenus distribués de **2 110 389.66 €**.

Ces distributions sont éligibles à l'abattement prévu par l'article 158.3.2° du Code général des Impôts, abattement auquel les sociétaires peuvent prétendre en fonction de leur statut fiscal.

L'Assemblée Générale prend acte des distributions des intérêts aux parts sociales au titre des trois derniers exercices.

En euros	Intérêts aux parts sociales	Eligibles à l'abattement de droit commun	Non éligibles à l'abattement
Versement en 2023 au titre de 2022	1 527 255.68	7.43	1 527 248.25
Versement en 2022 au titre de 2021	1 238 465.51	6.02	1 238 459.49
Versement en 2021 au titre de 2020	1 382 860.59	6.72	1 382 853.87

Sixième résolution (Fixation du dividende à servir aux certificats coopératifs d'associés) - Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de servir un dividende de **4.03 € aux certificats coopératifs d'associés** du Crédit Agricole Mutuel de Franche-Comté pour l'exercice 2023.

L'Assemblée Générale prend acte de la distribution des dividendes versés aux porteurs de CCA au titre des trois derniers exercices :

En euros	Rémunération CCA	Donnant droit à l'abattement de droit commun	Non éligibles à l'abattement
Versement en 2023 au titre de 2022	6 087 026.88	773 397.68	5 313 629.20
Versement en 2022 au titre de 2021	6 027 203.52	766 107.03	5 261 096.49
Versement en 2021 au titre de 2020	4 755 957.12	605 227.14	4 150 729.98

Septième résolution (Affectation du résultat) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, constate que le Résultat net distribuable de l'exercice 2023 s'élève à **69 802 530.60 €**.

En conséquence, l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter ainsi qu'il suit le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023 :

Au paiement d'un intérêt aux parts sociales	2 110 389.66 €
Au paiement d'un dividende aux certificats coopératifs D'associés	6 027 203.52 €
A la réserve légale	46 248 703.07 €
A la réserve facultative	15 416 234.35 €
<u>Total résultat à affecter de l'exercice clos le 31 décembre 2023</u>	69 802 530.60 €

Huitième résolution (Constatation de la variation du capital social) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate, conformément aux statuts, l'absence de variation du capital social, entre la clôture des exercices au 31/12/2022 et 31/12/2023 :

- Capital au 31 décembre 2023 : 77 970 330 € qui se décompose comme suit :
 - 3 702 438 parts sociales d'une valeur nominale de 15 €
 - 1 495 584 CCA d'une valeur nominale de 15 €
- Capital au 31 décembre 2022 : 77 970 330 € qui se décompose comme suit :
 - 3 702 438 parts sociales d'une valeur nominale de 15 €
 - 1 495 584 CCA d'une valeur nominale de 15 €

Neuvième résolution (Approbation des comptes globalisés Caisse Régionale/Caisses Locales de l'exercice clos au 31 décembre 2023) - L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires Aux Comptes relatifs aux comptes globalisés, approuve ces comptes arrêtés au 31 décembre 2023, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Dixième résolution (Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2024) - L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'administration à ce sujet et en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à **351 548 €** la somme globale allouée au titre de l'exercice 2024 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'administration de la Caisse pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

Onzième résolution (Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées en 2023 aux personnels identifiés) - L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse Régionale, consultée en application de l'article L.511-73 du Code Monétaire et Financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2023, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse Régionale au sens de l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, laquelle s'élève à **2 986 463,98 €**.

Douzième résolution (Nomination de la Société Mazars, Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme la société **Mazars**, dont le siège social est 61 rue Henry Regnault, Tour Exaltis à Courbevoie (92400), en qualité de Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité, pour la durée du mandat restant à courir au titre de la mission de certification des comptes, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenue en 2028 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Treizième résolution (Nomination de la Société Ernst & Young, Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme la société **Ernst & Young**, dont le siège social est 1 Place de l'Europe, Immeuble Cowork à Toulouse (31000) en qualité de Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité, pour la durée du mandat restant à courir au titre de la mission de certification des comptes, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenue en 2028 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Quatorzième résolution (Renouvellement du mandat de Mme Valérie PERRIN, Administratrice) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administratrice de Mme Valérie PERRIN vient à expiration ce jour et renouvelle ledit mandat pour une durée

de 3 (trois) ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra en 2027 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Quinzième résolution (Renouvellement du mandat de Mme Nathalie HUGUENY, Administratrice) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, constate que le mandat d'administratrice de Mme Nathalie HUGUENY vient à expiration ce jour et renouvelle ledit mandat pour une durée de 3 (trois) ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra en 2027 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Seizième résolution(Renouvellement du mandat de M. Thierry BRELOT, Administrateur) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de M. Thierry BRELOT vient à expiration ce jour et renouvelle ledit mandat pour une durée de 3 (trois) ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra en 2027 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Dix-septième résolution(Renouvellement du mandat de M. Frédéric LALLEMAND, Administrateur) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de M. Frédéric LALLEMAND vient à expiration ce jour et renouvelle ledit mandat pour une durée de 3 (trois) ans qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra en 2027 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Dix-huitième résolution (Pouvoirs en vue des formalités) - L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale ordinaire pour l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité relatives ou consécutives aux décisions prises aux termes des résolutions qui précèdent et/ou de résolutions complémentaires.